

Stabilisation concernant le grain de l'Ouest—Loi

Le ministre responsable du projet de loi a un rendez-vous à 13 heures, mais je resterai à la Chambre pour écouter les discours de nos honorables collègues.

[Traduction]

M. Len Gustafson: Monsieur le Président, je suis flatté que le ministre ait décidé de rester à la Chambre pour m'entendre parler de l'importance du projet de loi pour les agriculteurs.

Je disais tantôt que nous voulions adopter cette mesure rapidement. J'ai vu une liste de députés qui ont demandé qu'elle soit adoptée rapidement. En outre, notre chef, le député de Central Nova (M. Mulroney), s'est levé à la Chambre le 4 avril dernier pour demander au premier ministre (M. Trudeau) s'il était prêt à adopter le projet de loi immédiatement pour que les agriculteurs obtiennent leur argent avant d'ensemencer leurs champs au printemps. Nous savons tous ce qui s'est passé. Le premier ministre a fait ce qu'il fait toujours pour les agriculteurs depuis des années. Il y a par exemple ce qui s'est passé en 1968, quand il a dit aux agriculteurs de voir à vendre leur propre blé. De toute évidence, le gouvernement libéral continue de traiter les agriculteurs du Canada comme des citoyens de deuxième ordre. Je suis prêt à donner bien des exemples d'agriculteurs laissés pour compte à l'appui de ce que j'avance.

Après la demande du chef de notre parti, celui qui était alors leader parlementaire de l'opposition, le député de Yukon (M. Nielsen), a écrit au leader parlementaire du gouvernement pour lui dire que nous étions prêts à adopter la mesure immédiatement. Cela fait plus d'un an que le gouvernement joue à la politique en jonglant avec le projet de loi. Les agriculteurs auraient pu avoir leur argent depuis longtemps. Je tiens à bien le souligner pour que les agriculteurs sachent comment ils ont été traités.

J'ai parlé plus tôt des sommes que les agriculteurs ont cotisées. Le maximum pour chaque agriculteur est de \$5,700, ce qui fait plus de \$8,000 compte tenu des intérêts. C'est leur argent et ils en ont besoin. Le ministre a parlé d'agriculteurs qui ne veulent plus participer au programme. Il a dit que c'était un sujet de discussion important dans les Prairies. C'en est un, monsieur le Président, parce que les agriculteurs ont besoin d'argent dès maintenant. Ils auraient dû en avoir avant d'ensemencer et on le leur a refusé. Les agriculteurs ont dû faire face à de très graves problèmes économiques. Le ministre de l'Agriculture (M. Whelan) et son gouvernement n'ont rien fait pour régler le problème des taux d'intérêt. Cela n'aide pas beaucoup les agriculteurs de leur offrir des taux supérieurs de 1 p. 100 à ceux des banques. Le gouvernement parle de priorités. Accorde-t-il vraiment un traitement prioritaire à l'agriculture? Nous avons besoin d'un gouvernement qui s'occupera de l'industrie agricole. Nous avons besoin d'élections pour choisir un nouveau gouvernement qui accordera un peu d'importance à l'agriculture. L'économie en sera stimulée comme elle doit l'être et comme elle peut l'être.

J'ai parlé des agriculteurs qui ne veulent plus participer au programme, monsieur le Président. Ceux-là n'obtiennent pas de remboursement de ce qu'ils ont versé au régime. Il y a eu des ennuis avec le programme à cause de trois facteurs importants. D'abord, les volumes ont augmenté sensiblement. Pourquoi est-ce arrivé? Parce que nos agriculteurs ont été très productifs. Si on examine l'histoire de l'agriculture en Amérique

du Nord, on constate qu'en 1905, les agriculteurs représentaient 95 p. 100 de la population du Canada. Ils produisaient autant qu'ils le pouvaient. Ensuite, à cause du virage technologique et de l'automatisation, et surtout à cause de la productivité naturelle de nos agriculteurs, ils ont réussi à produire suffisamment d'aliments pour nourrir le Canada, et même le monde entier, si cette nourriture était distribuée convenablement, alors qu'ils ne représentent plus que 4½ p. 100 de la population. Je suis fier de dire publiquement que je suis du nombre de ces personnes productives, mais je suis désolé d'avoir à ajouter que le gouvernement n'en tient même pas compte. Les agriculteurs contribuent pour environ 8 milliards de dollars à notre balance des paiements, des milliards qui pourraient servir à stimuler l'économie.

Monsieur le Président, qu'arriverait-il si les Canadiens éliaient un gouvernement conservateur, un gouvernement qui s'y connaît en agriculture, un gouvernement qui compte des représentants du secteur agricole, un gouvernement dirigé par un chef comme le nôtre qui donnerait la priorité à l'agriculture? Si le temps me le permettait, j'aimerais poser la même question au sujet d'autres industries, entre autres les forêts, les mines, la fabrication, les pêches et ainsi de suite. Nous avons vu le gouvernement subventionner certains secteurs de l'économie à coups de milliards de dollars, mais l'agriculture n'est pas une de ses priorités. A preuve, le budget de 100 milliards. Quelle a été la part de l'agriculture, monsieur le Président? A peu près 1.2 p. 100, soit environ 1.2 milliard. L'agriculture vient au dernier rang, alors qu'elle devrait avoir la priorité.

Cette loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest montre comment le gouvernement traite les agriculteurs: il n'a même pas eu recours au programme. Le ministre dit aujourd'hui que le gouvernement se penche sur le problème, et nous lui en savons gré. Pourquoi aujourd'hui? Parce que les élections approchent. Il aurait dû agir il y a deux ou trois ans. Il y a deux ans et demi, le prix des céréales a baissé, mais les coûts ont grimpé. Les agriculteurs payaient le gallon d'essence deux fois plus cher, mais le gouvernement n'est même pas intervenu. Notre chef, le député de Central Nova—le prochain premier ministre du Canada, à mon avis—a demandé au gouvernement de supprimer la taxe de vente de 9 p. 100. Le gouvernement l'a-t-il fait? Pas du tout. Nous avons eu aujourd'hui un exemple frappant de la façon dont le gouvernement nous traite: le ministre des Finances (M. Lalonde) a pris la parole et il a peut-être trompé les Canadiens au sujet du coût de l'essence, mais pas à dessein sans doute.

• (1310)

Dans ma circonscription, au point d'entrée de Regway, des camionneurs passent la frontière chargés d'essence à 78c. le gallon. On se souvient encore de la taxe de 18c. La Saskatchewan et l'Alberta n'imposent aucune taxe provinciale sur le carburant agricole. Je faisais partie du comité de l'énergie quand le ministre le présidait et nous a annoncé la désastreuse politique énergétique nationale qui cachait toutes sortes de nouvelles taxes.

Lorsque nous avons été défaits à cause des 18c., nous nous sommes lancés dans la campagne électorale. Dans la petite ville de Cacoun, l'essence coûtait alors 98c. le gallon, mais aujourd'hui elle coûte \$1.90 le gallon. Le ministre dit aux Canadiens ne pas savoir d'où vient l'argent qui explique que le gallon d'essence qui franchit la frontière ne coûte que 78c. Il vient